

Les pièges de l'« autosuffisance » technologique chinoise

UNE CHRONIQUE DE DAVID BAVEREZ

Dans l'univers post-Covid, la notion de contrôle viendra plus de la flexibilité dans l'intégration de chaînes de valeur repensées.

J'écris ces lignes depuis mon hôtel-quarantaine à Hongkong, confiné pendant trois semaines, bien que doublement vacciné et six fois négatif aux tests PCR. Une expérience inédite, tendant surtout à démontrer l'inanité de la politique du « zéro Covid », seulement poursuivie par la Chine aujourd'hui. Le prix à payer est lourd pour l'empire du Milieu : son absence de maîtrise de la technologie disruptive de l'ARN messager permet aux Etats-Unis de redevenir, en 2021, la locomotive de la croissance mondiale, alors que le ralentissement du PNB chinois rend les marchés financiers mondiaux de plus en plus nerveux.

Obnubilée par la propriété industrielle, la Chine en oublie le poids des soft skills

Contrairement à ses habitudes, Pékin semble ne pas vouloir tirer les leçons de son échec sur le plan de la recherche médicale. Loin d'attribuer le succès de BioNTech à l'interdépendance – un couple turc émigré en Allemagne et allié au géant américain Pfizer –, le gouvernement de Xi Jinping prône désormais l'« autosuffisance technologique », voulant forcer les sociétés étrangères soit à établir des organisations entièrement locales soit à limiter au minimum, au travers du contrôle des données, les échanges avec le reste du monde.

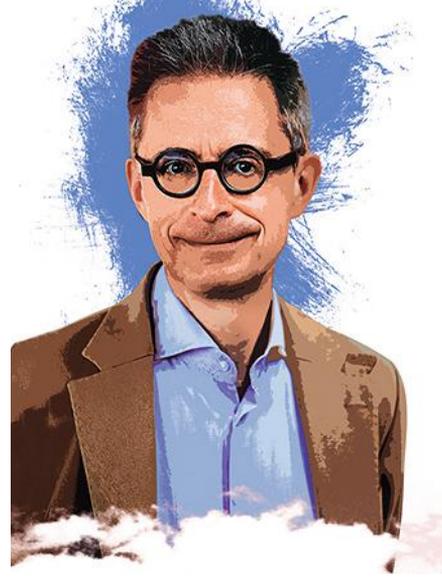
Cette vision, inspirée des percées réalisées grâce aux transferts de technologies des dernières années, paraît aujourd'hui dépassée à double titre. D'abord, elle se réfère aux succès rencontrés dans des industries d'économie d'échelle, où seuls les volumes comptent, alors que les industries

du futur, où la Chine se doit de rattraper son retard, relèvent plutôt d'écosystèmes : décarbonation, semi-conducteurs, logiciels industriels, aéronautique, santé, finance... Autant de secteurs majeurs où la notion de souveraineté nationale plaît à la sphère politique, mais se révèle contre-productive. Les industriels préfèrent au contrôle national – impossible! – de l'ensemble de la chaîne de valeur la seule maîtrise de ses étapes clés, là où se concentre l'essentiel de la valeur ajoutée. L'exemple des semi-conducteurs en est l'illustration la plus criante : les Etats-Unis continuent ainsi d'exercer leur leadership mondial, quand la Chine compte près de 250 milliards de dollars cumulés de subventions étatiques toujours inopérantes.

Ensuite, Pékin continue de focaliser son attention sur l'industrie, alors que c'est son retard dans le domaine des services qui grève le plus sa productivité par rapport à l'Occident. Obnubilée par le *hardware* et la propriété industrielle, elle en oublie l'importance des *soft skills*, à commencer par les *process*, qui restent un avantage des Occidentaux dans les technologies à plus forte valeur ajoutée. La nationalisation de l'éducation des 5-18 ans cet été ne fait que renforcer les craintes du prolongement de cette relative faiblesse chinoise.

Le secteur de la logistique, dont la part de PNB en Chine est pourtant le double qu'en Occident, est emblématique de ces inefficiences, mises en lumière lors de la crise du Covid : les fermetures successives de ports ou de régions entières ont transformé

La construction d'une souveraineté nationale est illusoire dans un monde interdépendant



le casse-tête du *just in time* en *just in case*, obligeant à construire une alternative à chaque étape logistique. Un récent sondage d'une banque d'affaires occidentale soulignait ainsi que 70 % des directeurs financiers de grands groupes présents en Chine envisageaient désormais de délocaliser partiellement leurs activités en priorité vers... la Corée du Sud, le Japon et Taïwan. Une vraie surprise, et la preuve que la montée en gamme industrielle chinoise pourrait être remise en cause.

On voit donc que, dans l'univers post-Covid, la notion de contrôle – auquel le gouvernement chinois est pourtant si attaché – viendra plus de la flexibilité dans l'intégration de chaînes de valeur repensées, restées par nature globales, que de la construction d'une souveraineté nationale, illusoire dans un monde très largement interdépendant.

Le défi pour les entreprises européennes présentes en Chine est alors double. Ils'agit d'une part de localiser progressivement leur production sans transfert significatif de technologies, en s'inspirant des bonnes recettes d'Airbus depuis vingt ans. Il faut d'autre part rappeler aux Chinois, sans « autosuffisance » occidentale, qu'ils n'ont jamais eu autant besoin de la technologie européenne productive. Ainsi, le vaccin BioNTech aurait déjà pu vacciner efficacement l'ensemble de leur population, au coût d'une seule journée de PNB! ✨

David Baverez est investisseur, installé depuis neuf ans à Hongkong